

M. Nobuchika Mori
Commissaire
Financial Services Agency
Government of Japan
3-2-1 Kasumigaseki
Chiyoda-ku, Tokyo
Japan 100-8967

Dr. Toshiro Hiromoto
Président
Certified Public Accountants and
Auditing Oversight Board
Government of Japan
3-2-1 Kasumigaseki
Chiyoda-ku, Tokyo
Japan 100-8905

15 avril 2016

Chers Monsieur Mori et Monsieur Hiromoto,

OBJET : ECHANGE DE LETTRES ENTRE LE *HAUT CONSEIL DU COMMISSARIAT AUX COMPTES (H3C)* EN FRANCE ET LE *FINANCIAL SERVICES AGENCY* ET LE *CERTIFIED PUBLIC ACCOUNTANTS AND AUDITING OVERSIGHT BOARD (JFSA/CPAAOB)* AU JAPON PORTANT SUR LA COOPERATION RECIPROQUE ET L'ECHANGE D'INFORMATIONS RELATIFS A LA SURVEILLANCE DES AUDITEURS

1. Le Haut Conseil du commissariat aux comptes en France (« H3C ») et le Financial Services Agency (« JFSA ») et le Certified Public Accountants and Auditing Oversight Board (« CPAAOB ») au Japon reconnaissent la nécessité d'un échange d'Informations et d'une coopération réciproque dans le domaine de la supervision des Auditeurs qui relèvent de la compétence à la fois du H3C et du JFSA/CPAAOB. Une telle coopération serait mutuellement bénéfique pour l'amélioration de la qualité, de l'exactitude et de la fiabilité des audits des sociétés faisant offre au public de titres financiers et ce grâce à la régulation de l'audit et à la supervision des auditeurs, le tout afin d'assurer le bon fonctionnement des marchés financiers et la protection des investisseurs dans les pays respectifs. Plus particulièrement, il est reconnu que le renforcement des échanges d'Informations entre les Autorités est important compte tenu de la mondialisation des marchés financiers et de l'augmentation de l'activité transfrontalière relative aux opérations sur les titres.
2. Les Autorités reconnaissent la nécessité d'une coopération réciproque dans le domaine de la supervision des Auditeurs qui relèvent de la compétence des deux Autorités et qui

établissent un rapport d'audit sur les comptes annuels ou consolidés de sociétés dont les titres sont émis ou négociés sur un marché relevant de la compétence de l'autre Autorité. L'objectif de cette Lettre est de faciliter la coopération réciproque entre les Autorités dans la limite de leurs lois nationales respectives concernant la supervision desdits Auditeurs.

3. Dans ce contexte, les Autorités :

- reconnaissent la décision de la Commission Européenne du 5 février 2010 mentionnée à l'article 47, paragraphe 1(c) de la Directive 2006/43/CE du Parlement Européen et du Conseil qui confère l'adéquation à des autorités compétentes de certains pays tiers, dont le Japon ;

- prennent en considération la Loi sur les Expert-Comptables (Certified Public Accountants Act (« CPA act ») en vigueur au Japon en vertu de laquelle le JFSA/CPAAOB est autorisé, sous certaines conditions, à transférer au H3C des Informations relatives aux Auditeurs qui relèvent de la compétence des deux Autorités ;

- prennent en considération le code de commerce en France autorisant le H3C, sous certaines conditions, à transférer au JFSA/CPAAOB des Informations relatives aux Auditeurs qui relèvent de la compétence des deux Autorités ;

- reconnaissent que le transfert de données personnelles du H3C au JFSA/CPAAOB doit être conforme à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés qui met en œuvre la Directive 95/46/CE, et en particulier le chapitre IV de la Directive 95/46/CE ;

- reconnaissent que le transfert de données personnelles du JFSA/CPAAOB au H3C doit être conforme à la Loi sur la Protection d'Informations Personnelles Détenues par des organes administratifs (Act on the Protection of Personal Information Held by Administrative Organs) ; et

- confirment que la coopération entre les Autorités est fondée sur le présent « Echange de Lettres » et de leur annexe intitulée « Cadre de coopération entre le H3C et le JFSA/CPAAOB sur le transfert de données personnelles ».

I. DEFINITIONS

4. Aux fins de la présente lettre :

« **Auditeur** » désigne une personne physique ou un cabinet d'audit qui relève de la compétence des deux Autorités ;

« **Autorité** » ou « **Autorités** » désigne le H3C en France et/ou le JFSA/CPAAOB au Japon ;

« **Contrôles** » désignent les examens périodiques d'assurance qualité des Auditeurs effectués en vue d'améliorer la qualité des audits ;

CG

« **Enquêtes** » désignent les enquêtes de nature non-criminelles menées à la suite de soupçons spécifiques d'une infraction ou d'une violation à une loi, à des règles ou à des règlements relatifs à la supervision de l'audit ;

« **Informations** » désignent les informations publiques ou non publiques qui comprennent, notamment, (1) les résultats des Contrôles et des Enquêtes, incluant les informations relatives aux procédures de contrôle qualité internes des cabinets et l'examen des mandats et (2) les documents de travail ou autres documents détenus par les Auditeurs, à condition que ces informations concernent des sujets qui relèvent de la compétence des deux Autorités ;

« **Lois ou Règlements** » désignent toute loi, toute règle ou tout règlement en vigueur dans les pays respectifs des Autorités.

II. COOPERATION

Echange d'Informations

5. La coopération peut comprendre l'échange d'Informations entre les Autorités aux fins permises ou exigées par les Lois ou Règlements relatifs à la supervision publique, aux Contrôles et aux Enquêtes applicables aux Auditeurs.
6. Les Autorités reconnaissent qu'en vertu de la loi française, les auditeurs ne sont pas autorisés à transférer des Informations non publiques directement au JFSA/CPAAOB, mais le feront par l'intermédiaire du H3C.
7. Dans les cas où les Informations non publiques demandées seraient à la disposition d'une autre autorité au sein du pays de l'autorité qui a reçu la demande, les Autorités s'efforceront d'obtenir les Informations demandées dans la mesure où les Lois ou Règlements de leurs pays respectifs le permettent.
8. Une Autorité veillera à informer l'autre Autorité, dans un délai raisonnable, d'une sanction ou d'une mesure disciplinaire qu'elle a imposée à un Auditeur qui relève de la compétence des deux Autorités et qui concerne des défaillances systémiques dans la qualité du travail d'audit de l'auditeur.

Demandes d'Informations

9. Les demandes d'Informations doivent être formulées par écrit (y compris par courriels) et adressées à la personne désignée par l'Autorité requise.
10. L'Autorité requérante doit préciser ce qui suit :
 - (a) les Informations demandées ;
 - (b) les fins auxquelles les Informations seront utilisées ;
 - (c) les motifs pour lesquels les Informations sont requises et, le cas échéant, les dispositions qui auraient été enfreintes ;

CG

- (d) la date à laquelle les Informations sont requises ;
- (e) au mieux des connaissances de l'Autorité requérante, une indication quant au fait de savoir si les Informations demandées pourraient faire l'objet d'une autre utilisation ou communication telles que prévues aux articles 15 à 20 de la présente lettre.

Traitement des demandes d'Informations

11. Chaque demande sera évaluée au cas par cas par l'Autorité requise afin de déterminer si les Informations peuvent être fournies conformément à la présente Lettre. Chaque Autorité s'efforcera de donner une réponse prompte et adéquate aux demandes d'Informations de l'autre Autorité. Pour éviter des retards inutiles, l'Autorité requise fournira en partie les Informations demandées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles. Dans le cas où une demande ne peut être satisfaite intégralement dans le délai indiqué, l'Autorité requise en informera l'Autorité requérante et examinera si d'autres Informations ou assistances pertinentes peuvent être fournies.
12. L'Autorité requise peut refuser de donner suite à une demande pour l'une des raisons qui suivent :
 - (a) Elle conclut que la demande n'est pas conforme à la présente Lettre ;
 - (b) Accéder à la demande contreviendrait aux lois, aux règles ou aux règlements du pays de l'Autorité requise, par exemple, ceux ou celles relatifs au secret des affaires ;
 - (c) Elle conclut qu'il serait contraire à l'intérêt public du pays de l'Autorité requise d'accorder l'assistance demandée ;
 - (d) La communication des Informations risque de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public du pays de l'Autorité requise ;
 - (e) Des procédures judiciaires ont déjà été engagées pour les mêmes motifs et à l'encontre des mêmes personnes devant les Autorités du pays de l'Autorité requise ; ou
 - (f) La demande imposerait une charge disproportionnée à l'Autorité requise.
13. L'Autorité requise informera rapidement l'Autorité requérante des motifs de refus de donner suite à une demande formulée aux termes de la présente Lettre.
14. Les Autorités communiqueront entre elles en anglais. Cependant, si l'Autorité requise souhaite fournir des Informations et/ou des documents dans une langue autre que l'anglais, l'Autorité requise en informera l'autre Autorité à l'avance. Lorsque les Informations et/ou les documents fournis sont dans une langue autre que l'anglais, l'Autorité requérante prendra en charge le coût de la traduction.



III. CONFIDENTIALITE

15. Chaque Autorité est tenue de conserver le caractère confidentiel de toutes les Informations non publiques qui lui ont été communiquées ou qui ont été élaborées dans le cadre de la présente coopération, pour autant que cela soit conforme avec les Lois ou Règlements qui lui sont applicables. En application, respectivement de l'Article 100 du National Public Service Act au Japon et de l'Article L. 821-3-1 du code de commerce ainsi que des dispositions du code pénal en France, les employés et les anciens employés des Autorités sont soumis au secret professionnel ou à des restrictions de divulgation d'Informations fournies dans le cadre de la régulation ou de la supervision de l'audit. L'obligation de confidentialité prescrite dans la présente Lettre s'applique également à toutes les personnes qui participent ou ont participé à la gouvernance des Autorités ou qui sont ou ont été associées d'une autre façon avec elles.

IV. UTILISATION DES INFORMATIONS NON PUBLIQUES

16. Les Autorités peuvent utiliser les Informations non publiques qui ont été communiquées ou élaborées dans le cadre de la présente coopération uniquement aux fins de l'exercice de leurs fonctions de supervision publique, de Contrôles ou d'Enquêtes des Auditeurs. Si une Autorité entend utiliser les Informations non publiques qui ont été communiquées ou élaborées dans le cadre de la présente coopération pour des fins autres que celles indiquées dans la demande telles que visée à l'article 10, elle doit obtenir au préalable le consentement spécifique par écrit de l'Autorité requise. Si l'Autorité requise consent à l'utilisation des Informations non publiques à des fins autres que celles indiquées dans la demande, elle peut subordonner une telle utilisation à certaines conditions.

V. EXCEPTIONS A L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

17. Dans le cas où une Autorité est tenue de divulguer des Informations non publiques qui lui ont été communiquées afin de satisfaire à ses obligations légales et/ou réglementaires ou de se conformer à une décision de justice, elle en avisera l'autre Autorité, par écrit, dans un délai raisonnable et avant divulgation desdites Informations, et précisera les raisons pour lesquelles elle a l'obligation de divulguer ces Informations.
18. Si l'autre Autorité s'oppose à la divulgation mentionnée à l'article 17, l'Autorité sera tenue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher une telle divulgation d'Informations non publiques et fournira une assistance à l'autre Autorité dans ses démarches visant à empêcher la divulgation.
19. Les Informations reçues ne doivent pas être utilisées dans le cadre de procédures pénales menées par un tribunal ou un juge, y compris pour servir de preuves devant un tribunal pénal. Dans le cas où une telle utilisation est exigée par la loi, une demande



supplémentaire doit être formulée conformément aux procédures décrites dans la loi relative à l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

20. Une Autorité qui aurait l'intention de divulguer à un tiers toute Information non publique communiquée ou élaborée dans le cadre de la coopération dans d'autres cas que ceux prévus à l'article 17, doit au préalable obtenir le consentement écrit de l'Autorité qui a communiqué lesdites Informations. L'Autorité qui entend divulguer ces Informations doit indiquer les raisons et les fins pour lesquelles elles seront divulguées. L'Autorité requise peut donner son consentement à cette divulgation sous réserve de respecter certaines conditions.

VI. LE TRANSFERT DE DONNEES PERSONNELLES

21. Le transfert de données personnelles en application de la présente Lettre est soumis aux dispositions figurant dans l'Annexe de cette Lettre. Ladite Annexe a le même statut juridique que la présente Lettre.

VII. DISPOSITIONS DIVERSES

22. La présente Lettre ne crée aucune obligation juridique contraignante, et ne modifie ni ne remplace les Lois ou Règlements applicables au Japon ou en France. La présente Lettre ne confère aucun droit au profit du H3C, du JFSA/CPAAOB ou de toute autre autorité gouvernementale ou non gouvernementale ou toute autre personne privée de contester, directement ou indirectement, le niveau ou le mode de coopération entre le H3C et le JFSA/CPAAOB.
23. La présente Lettre n'interdit pas aux Autorités de prendre des mesures relatives à la supervision des Auditeurs qui soient différentes ou qui viennent compléter les mesures exposées dans la présente Lettre. Dans tous les cas, les Autorités s'emploieront à s'aviser au préalable ou immédiatement après avoir pris des mesures importantes en matière de supervision.
24. Les Autorités devront, à la demande de l'une ou de l'autre, se concerter sur des questions afférentes aux matières abordées dans la présente Lettre, échanger des points de vue et partager des expériences et des connaissances acquises dans le cadre de la réalisation de leurs obligations respectives dans la limite de leurs Lois ou Règlements respectifs. Les Autorités expriment également leur volonté de dialoguer et d'échanger leurs points de vue sur des sujets d'intérêt commun avec pour objectif d'approfondir la compréhension mutuelle entre les Autorités.
25. A tout moment les Autorités peuvent se consulter de façon informelle sur une demande, un projet de demande ou toute Information fournie.
26. Les Autorités peuvent se concerter et revoir les termes de la présente Lettre dans l'éventualité d'un changement substantiel des lois, règlements ou pratiques qui ont une incidence sur la mise en œuvre de la présente Lettre, ou si les Autorités elles-mêmes désirent modifier les modalités de leur coopération.

VIII. DUREE

27. La présente Lettre entrera en vigueur à la date de signature.
28. Chaque Autorité peut mettre fin à la coopération décrite dans la présente Lettre à tout moment en le notifiant par écrit à l'autre Autorité dans un délai d'au moins trente jours. Si l'une des Autorités procède à cette notification, la présente Lettre continue de s'appliquer à l'égard de toutes les demandes faites avant la notification et ce jusqu'à ce que l'Autorité requérante ait exécuté la demande. Les Autorités demeurent liées par les obligations de confidentialité, prévues aux sections III et IV, pour toute Information et/ou documents échangés dans le cadre de la présente Lettre.
29. Cette Lettre est rédigée en anglais, en français et en japonais. En cas de doute quant aux différentes interprétations de cette Lettre que pourraient induire les différentes versions de langue, les Autorités traiteront la question aussi efficacement que possible, en conformité avec les principes fondamentaux de la présente Lettre.

Je vous prie d'agréer mes considérations distinguées,



Christine Guéguen

Président du Collège

Haut conseil du commissariat aux comptes

Mr. Nobuchika Mori
Commissioner
Financial Services Agency
Government of Japan
3-2-1 Kasumigaseki
Chiyoda-ku, Tokyo
Japan 100-8967

Dr. Toshiro Hiromoto
Chairperson
Certified Public Accountants and
Auditing Oversight Board
Government of Japan
3-2-1 Kasumigaseki
Chiyoda-ku, Tokyo
Japan 100-8905

15 April 2016

Dear Mr. Mori and Dr. Hiromoto:

SUBJECT: EXCHANGE OF LETTERS BETWEEN THE *HAUT CONSEIL DU COMMISSARIAT AUX COMPTES (H3C)* IN FRANCE AND THE *FINANCIAL SERVICES AGENCY AND CERTIFIED PUBLIC ACCOUNTANTS AND AUDITING OVERSIGHT BOARD (JFSA/CPAAOB)* IN JAPAN ON MUTUAL COOPERATION AND THE EXCHANGE OF INFORMATION RELATED TO THE OVERSIGHT OF AUDITORS

1. The Haut Conseil du commissariat aux comptes in France (“H3C”) and the Financial Services Agency (“JFSA”) and Certified Public Accountants and Auditing Oversight Board (“CPAAOB”) in Japan recognise the need for the exchange of Information and mutual cooperation in matters related to the oversight of the Auditors subject to the regulatory jurisdictions of both the H3C and the JFSA/CPAAOB. Cooperation would be mutually beneficial with a view to improving the quality, accuracy and reliability of the audit of public companies through audit regulation and auditor oversight and to ensuring the soundness of the securities markets and the investor protection in both jurisdictions. It is especially acknowledged that enhancing the exchange of Information between the Authorities is important in view of the globalization of financial markets and the increasing cross-border activities in securities transactions.
2. The Authorities recognise the need for mutual cooperation in matters related to the oversight of Auditors that are subject to the regulatory jurisdictions of both Authorities and who



provide an audit report concerning the annual or consolidated accounts of a company with securities issued or traded on a market in the other Authority's regulatory jurisdiction. The purpose of this Letter is to facilitate mutual cooperation between the Authorities to the extent permitted by their respective national laws in the area of public oversight of such Auditors.

3. In this context, the Authorities:

- Recognise that the European Commission has decided upon the adequacy referred to in Article 47, paragraph 1(c) of the Directive 2006/43/EC in respect of Japan in the Commission Decision of 5 February 2010 on the adequacy of the competent authorities of certain third countries pursuant to Directive 2006/43/EC of the European Parliament and of the Council;
- Acknowledge the Certified Public Accountants Act ("CPA act") in Japan under which the JFSA/CPAAOB in certain conditions is allowed to transfer to the H3C Information relating to Auditors that fall within the regulatory jurisdiction of both Authorities;
- Acknowledge the Commercial Code in France which allows the H3C under certain conditions to transfer to the JFSA/CPAAOB Information relating to auditors that fall within the regulatory jurisdiction of both Authorities;
- Recognise that the transfer of personal data from the H3C to the JFSA/CPAAOB has to be in accordance with the Act n°78-17 of 6 January 1978 relating to information technology, data files and freedoms implementing Directive 95/46/EC, and in particular Chapter IV of Directive 95/46/EC;
- Recognise that the transfer of personal data from the JFSA/CPAAOB to the H3C has to be in accordance with the Act on the Protection of Personal Information Held by Administrative Organs; and
- Confirm that the framework of cooperation between the Authorities consist of the 'Exchange of Letters' and the attached Annex: Framework between the JFSA/CPAAOB and the H3C on the transfer of certain personal data.

I DEFINITIONS

4. For the purpose of this Letter,

"Auditor" means a natural person or an audit firm that falls within the regulatory jurisdictions of both Authorities;

"Authority" or **"Authorities"** means the H3C in France and/or the JFSA/CPAAOB in Japan;

"Information" means public and non-public information which includes but is not limited to (1) the outcome of Inspections and Investigations, including information on firm-wide

quality control procedures and engagement reviews, and (2) audit working papers or other documents held by Auditors, provided that the information relates to matters that are subject to the regulatory jurisdictions of both Authorities;

“Inspections” refers to external quality assurance reviews of Auditors generally undertaken on a regular basis with the aim of enhancing audit quality;

“Investigations” refers to non-criminal investigations in response to a specific suspicion of infringement or violation of laws, rules or regulations related to audit oversight;

“Laws or Regulations” means any laws, rules or regulations in force in the respective countries of the Authorities.

II COOPERATION

Exchange of Information

5. Cooperation may include the exchange of Information between Authorities for the purposes permitted or required by Laws or Regulations on public oversight, Inspections, and Investigations of Auditors.
6. The Authorities acknowledge that under French law auditors are not allowed to transfer non-public information directly to the JFSA/CPAAOB, but shall transfer such information through the H3C.
7. In cases where non-public information requested may be maintained by, or available to, another Authority within the country of the requested Authority, the Authorities will endeavour to provide the information requested, to the extent permitted by Laws or Regulations in their respective countries.
8. An Authority will endeavour to inform the other Authority, within a reasonable amount of time, of a sanction or disciplinary measure it has imposed on an Auditor that falls within the regulatory jurisdiction of both Authorities and which relates to a systemic defect in the quality of the audit work of such Auditor.

Requests for Information

9. Requests will be made in writing (including email) and addressed to the contact person of the requested Authority.
10. The requesting Authority should specify the following:
 - (a) the Information requested;
 - (b) the purposes for which the Information will be used;
 - (c) the reasons why the Information is needed and, if applicable, the relevant provisions that may have been violated;

- (d) an indication of the date by which the Information is needed;
- (e) to the best of the knowledge of the requesting Authority, an indication of whether the Information requested might be subject to further use or disclosure under paragraphs 15 to 20.

Execution of requests for Information

11. Each request will be assessed on a case by case basis by the requested Authority to determine whether Information can be provided under the terms of this Letter. Each Authority will endeavour to provide a prompt and adequate response to Information requests from the other Authority. In order to avoid unnecessary delay, the requested Authority will provide appropriate parts of the requested Information as they become available. In any case where the request cannot be met in full within the desired time period, the requested Authority will inform the requesting Authority accordingly and will consider whether other relevant Information or assistance can be given.
12. The requested Authority may refuse to act on a request where:
 - (a) it concludes that the request is not in accordance with this Letter;
 - (b) acceding to the request would contravene the laws, rules, or regulations of the requested Authority's country including, for example, those related to business confidentiality;
 - (c) it concludes that it would be contrary to the public interest of the requested Authority's country for assistance to be given;
 - (d) the provision of Information would adversely affect the sovereignty, security or public order of the requested Authority's country;
 - (e) judicial proceedings have already been initiated in respect of the same actions and against the same persons before the Authorities of the country of the requested Authority; or
 - (f) It would burden the requested Authority disproportionately.
13. The requested Authority will promptly inform the requesting Authority of the reasons why it refuses to act on a request made under this Letter.
14. Communication between Authorities will be in English. If the requested Authority needs to provide Information and/or documents in a language other than English, the requested Authority will inform the other Authority to that effect in advance. When Information and/or documents provided are in a language other than English, the requesting Authority bears the costs of translation.



III CONFIDENTIALITY

15. Each Authority will keep confidential all non-public information received or created in the course of cooperation, to the extent consistent with its Laws or Regulations. In application of Article 100 of the National Public Service Act in Japan and Article L. 821-3-1 of the Commercial Code and the provisions of the Penal Code in France respectively bind employees and the former employees of the Authorities to official secrecy or restrict the disclosure of information provided in respect of audit regulation and oversight. The confidentiality prescribed in this Letter should also apply to all persons who are or have been involved in the governance of the Authorities or otherwise associated with the Authorities.

IV USE OF NON-PUBLIC INFORMATION

16. The Authorities may use the non-public information received or created in the course of cooperation only for the exercise of their functions of public oversight, Inspections or Investigations of Auditors. If any Authority intends to use the non-public information received or created in the course of cooperation for any purpose *other* than those stated in the request under paragraph 10, it must obtain the prior written and specific consent of the requested Authority. If the requested Authority consents to the use of the non-public information for a purpose other than that stated, it may subject it to conditions.

V EXCEPTIONS TO CONFIDENTIALITY

17. In the event an Authority is required to disclose the non-public information received in order to comply with its obligations under its domestic Laws or Regulations or by a court order, it will provide reasonable advance written notice to the other Authority prior to its disclosure, stating the reasons as to why the Authority is required to disclose such information.
18. If the other Authority objects to the disclosure referred to in paragraph 17, the Authority will make its best efforts to resist the disclosure of the non-public information and will provide assistance to the objecting Authority in its own efforts to resist disclosure.
19. Information received should not be used in criminal proceedings carried out by a court or judge, including as evidence in criminal court. In the case that such use is needed by law, an additional request must be made in accordance with procedures prescribed in the relevant law for international mutual assistance in a criminal investigation.
20. An Authority that intends to disclose to a third party any non-public information received or created in the course of cooperation, other than in cases referred to in paragraph 17, must obtain the prior written and specific consent of the Authority which provided the Information. The Authority which intends to disclose this Information should indicate the reasons and the purposes for which the Information would be disclosed. The requested Authority may make its consent to the disclosure of the non-public information subject to conditions.

VI THE TRANSFER OF PERSONAL DATA

21. The transfer of personal data pursuant to this Letter is subject to the framework set forth in the Annex to this Letter. This Annex has the same legal status as this Letter.

VII OTHER

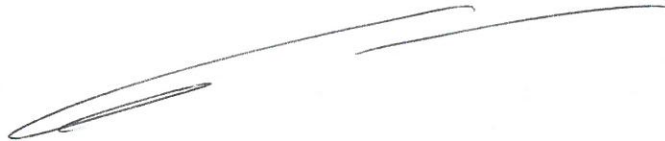
22. This Letter does not create any binding legal obligations, nor does it modify or supersede any Laws or Regulations in Japan or France. This Letter does not give rise to a right on the part of the H3C, the JFSA/CPAFOB or any other governmental or non-governmental entity or any private person to challenge, directly or indirectly, the degree or manner of cooperation between the H3C and the JFSA/CPAFOB.
23. This Letter does not prohibit the Authorities from taking measures with regard to the oversight of Auditors that are different from or in addition to the measures set forth in this Letter. In all instances the Authorities will endeavour to notify each other prior to or immediately after taking any significant public oversight measures.
24. The Authorities will, at the request of either Authority, consult on issues related to the matters covered by this Letter, and otherwise exchange views and share experiences and knowledge gained in the discharge of their respective duties to the extent consistent with their respective Laws or Regulations. The Authorities also express their willingness to hold a dialogue or exchange views about matters of common interest and concern as appropriate, with a view to deepening mutual understanding between the Authorities.
25. The Authorities may consult informally, at any time, about a request or proposed request or about any Information provided.
26. The Authorities may consult and revise the terms of this Letter in the event of a substantial change in the laws, regulations or practices affecting the operation of this Letter, or if the Authorities themselves wish to modify the terms of their cooperation.

VIII DURATION

27. This Letter will be commenced from the date of signature.
28. The cooperation under this Letter may be terminated by either Authority at any time upon giving at least thirty days prior written notice to the other Authority. If either Authority gives such notice, the cooperation under this Letter will continue with respect to all requests that were made before the effective date of notification until the requesting Authority terminates the matter for which assistance was requested. The Authorities will continue to maintain as confidential, consistent with sections III and IV, any information and/or documents exchanged pursuant to this Letter.

29. This Letter will be drawn up in English, French and Japanese. In case of doubt regarding the different interpretation of this Letter due to the different versions of language, the Authorities will deal with the issue as efficiently as possible and in accordance with the basic principles of this Letter.

Yours sincerely,



Christine Guéguen

Chair of the Board

Haut conseil du commissariat aux comptes